



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 277 - 1^{er} mars 2014

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Manifestation le 8 mars à Paris Pour les droits des Femmes ! - Page 2
- 2 - 8 mars 2015, Participez à notre action pour la souveraineté alimentaire - Semez des graines pour soutenir les luttes des femmes dans le monde entier - Page 3
- 3 - A Istanbul, des hommes en jupe contre la violence domestique - AFP - Page 3
- 4 - Passage en force de la loi Macron : L'avis et la vie des travailleuses du commerce foulées aux pieds ! - Femmes Égalité - Page 4
- 5 - Projet de loi de santé amélioration d'accès à l'IVG - ANCIC - Page 4
- 6 - Le procès du Carlton est celui de l'exploitation, pas du libertinage - Yves Charpenal - Page 5
- 7 - Prostitution : un péril jeune ! - Fatima Benomar - Page 6
- 8 - Femmes et foot sous loi islamiste : vrais réacs et faux réformateurs - Annie Sugier, 50/50 Magazine - Page 8
- 9 - Projet d'intervention pour l'abolition du trafic de maternité devant la Conférence de La Haye sur le droit international privé - CoRP - Page 9
- 10 - Concours de littérature lesbienne-féministe - Editions Autour d'Elles - Page 10
- 11 - Tampons trop taxés : quand le sexisme se cache dans les détails - Source : les Désobeissantes
- 12 - Participez au recensement national des expertes ! - Page 12
- 13 - Qui sera le Macho de l'année 2014 élu par les Chiennes de garde ? - Page 12
- 14 - Rencontre à la bibliothèque Marguerite Durand - Paris - 3 mars 2015 - Page 13
- 15 - Un nouveau numéro d'appel : Écoute Violences Femmes Handicapées Soirée de lancement - Paris - 6 mars 2015 - Page 13
- 16 - "L'égalité femmes-hommes : une solution pour dépasser les crises" - 5 mars - Paris - Centre Hubertine Auclerc - Région Ile de France - Page 13
- 17 - Paris s'engage pour l'égalité femmes/hommes ! - Samedi 7 mars 2015 - Page 14
- 18 - Femmes libres en chansons - 9 mars - Paris - Page 14
- 19 - « Les journées des femmes » - MJC Les Hauts de Belleville - du 2 au 13 mars - Page 14
- 19bis - Formation intersyndicale Femmes - 19 - 20 mars 2015 - Page 15
- 20 - 37^{ème} Festival International de Films de Femmes de Créteil du 13 au 22 mars 2015 - Page 15
- 21 - Rencontre avec Marceline Loricand-Ivens pour son ouvrage « Et tu n'es pas revenu » - Paris - 6 mars - Violette and CO - Page 15
- 22 - Rencontre autour du livre « Mon corps a-t-il un sexe » avec Evelyne Peyre, Joelle Wiels, Mireille Ruppli - Paris - 11 mars - Violette and Co - Page 15
- 23 - Cinéma : Hommage à Helma Sanders Brahm - Équipe Festival Femmes Créteil - 15 Mars - Page 16
- 24 - Livre : Féminisme : la révolution inachevée ! - Fatima-Ezzahra Benomar - Page 16

MOBILISATIONS

1 - Manifestation le 8 mars à Paris Pour les droits des Femmes !

Manifestation le 8 mars à Paris Pour les droits des Femmes !

14h30 - Place de la République jusqu'à la Mairie de Paris

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous resterons en marche !

Tous les 5 ans depuis l'année 2000, les féministes du monde entier unissent leurs forces pour marcher ensemble avec l'objectif commun de construire un monde basé sur la Paix, la Justice, l'Égalité, la Liberté et la Solidarité. Ce sera de nouveau le cas du 8 mars au 17 octobre 2015.

La Marche Mondiale des Femmes veut rompre avec le patriarcat, le capitalisme et le racisme, les trois systèmes d'oppression qui contrôlent nos vies dans le monde entier.

Les gouvernements, pour satisfaire les pouvoirs économiques et financiers, font des choix politiques qui engendrent les crises financières, alimentaires, environnementales et sociales. Dans le système d'oppression patriarcale qui est le nôtre, les femmes sont les premières touchées et de plus en plus précarisées.

Nous assistons à une montée de l'ordre moral réactionnaire et des intégrismes religieux qui induisent une montée alarmante des violences contre les femmes, et particulièrement contre les lesbiennes, les femmes handicapées, les migrantes et les plus précaires.

Nous, Femmes et féministes qui vivons en France

- Nous dénonçons la casse organisée du service public qui rend l'accès aux soins de plus en plus difficile - fermeture des centres d'IVG, des maternités, voire des hôpitaux... - particulièrement pour les femmes des régions rurales, des quartiers pauvres, les femmes migrantes et les femmes sans papiers ;
- Nous dénonçons le système prostitueur qui organise l'exploitation de la traite et la marchandisation du corps des femmes ;
- Nous dénonçons la montée des idéologies réactionnaires et conservatrices, et les mouvements d'extrême-droite, xénophobes, islamophobes et antisémites, racistes, lesbophobes et sexistes ;
- Nous réaffirmons notre attachement aux principes de la laïcité, seule capable de garantir le respect des droits et des libertés des femmes. Nous revendiquons l'autonomie totale sur nos vies ;
- Nous dénonçons les États et les multinationales qui pillent les ressources naturelles, alimentent les conflits armés - provoquant viols, violences et prostitution - empêchent la souveraineté des peuples sur leurs territoires et perpétuent un système colonialiste en multipliant les interventions militaires.

Nous, femmes qui vivons en France, soutenons toutes les initiatives et les dispositifs qui luttent pour l'émancipation des femmes, pour la Paix, la Justice, l'Égalité, la Liberté et la Solidarité entre les femmes et entre les peuples.

Le tract d'appel : <https://marchemondialesdesfemmes2015.wordpress.com/materiel/>

L'affiche : <https://marchemondialesdesfemmes2015.files.wordpress.com/2015/02/affiche.jpg>

Les signataires : <https://marchemondialesdesfemmes2015.wordpress.com/partenaires/>

L'évènement facebook : <https://www.facebook.com/events/800573523323201>

L'évènement "je sème pour les droits des femmes" :

<https://marchemondialesdesfemmes2015.wordpress.com/2015/01/22/souverainete-alimentaire/>

Le programme de la Marche Mondiale des Femme 2015

: <https://marchemondialesdesfemmes2015.wordpress.com/demandez-le-programme/>

2 - 8 mars 2015, Participez à notre action pour la souveraineté alimentaire - Semez des graines pour soutenir les luttes des femmes dans le monde entier

La Marche Mondiale des Femmes est un mouvement mondial d'actions féministes œuvrant pour éliminer les causes qui sont à l'origine de la pauvreté et des violences envers les femmes

Présentes dans 54 pays, nous nous mettons en marche tous les 5 ans, en organisant des actions collectives en France et dans le monde, du 8 mars au 17 octobre.

<https://marchemondialedesfemmes2015.wordpress.com>

Cette année, un de nos 5 thèmes est "Souveraineté alimentaire et Justice climatique", et les semences le symbole commun de cette 4ème action internationale de la MMF.

<https://marchemondialedesfemmes2015.wordpress.com/2015/01/22/souverainete-alimentaire/>

Pourquoi ? Parce qu'elles évoquent notre combat pour le plus basique des biens communs, le droit de choisir ce que l'on plante et ce que l'on mange.

Nous voulons dénoncer les conséquences désastreuses de la privatisation des terres, de la monoculture et de l'exploitation irresponsable des ressources par les transnationales. Nous voulons lutter contre l'exploitation, et construire des alternatives.

À Paris et en Ile de France, ce que vous pouvez faire :

- Nous voulons proposer de planter des semences en soutien aux luttes des femmes dans les jardins partagés ou privés, et de partager cette action en prenant une photo que vous enverrez en selfie. N'hésitez pas à coller cette affiche sur les grilles des jardins :

<https://marchemondialedesfemmes2015.files.wordpress.com/2015/02/affichette.jpg>

- N'hésitez pas à rejoindre la manifestation Parisienne le dimanche 8 mars, à partir de 14h30, place de la République. Nous pensons d'ailleurs faire collectivement une plantation à notre arrivée sur le parvis de la Mairie de Paris.

<https://marchemondialedesfemmes2015.files.wordpress.com/2015/02/affiche.jpg>

En espérant que vous serez partant-es pour ce moment d'action féministe et de soutien à nos luttes.

Nous vous prions de bien vouloir accuser réception de ce mail, et de nous dire si vous êtes intéressé-es par notre demande de partenariat. Auquel cas nous pourrions vous envoyer des affichettes pour vos jardins, et discuter ensemble d'éventuelles initiatives plus ambitieuses.

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous resterons en marche !

INTERNATIONAL

3 - A Istanbul, des hommes en jupe contre la violence domestique - AFP

Vêtus de jupes, un groupe d'hommes a dénoncé samedi à Istanbul le viol et le meurtre d'une étudiante qui a provoqué une vague d'indignation en Turquie contre les violences faites aux femmes. La vingtaine d'hommes se sont rassemblés sous les regards curieux et parfois franchement amusés des passants sur la grande rue piétonne d'Istiklal qui mène à la célèbre place de Taksim, sur la rive européenne de la mégapole.

Des policiers avaient été mobilisés pour encadrer la manifestation annoncée par un collectif sur les réseaux sociaux pour dénoncer le brutal meurtre d'Özgecan Aslan à Mersin la semaine dernière et soutenir «toutes les femmes». «Ce n'est pas qu'une histoire de femmes, là où les femmes ne peuvent pas se sentir libre, bientôt les hommes ne se sentiront pas libres non plus», a expliqué Mustafa Solay, un des participants de la manifestation. Bulut Arslan, un autre manifestant, a indiqué qu'il était venu «parce qu'au sein de la société les femmes subissent de nombreuses violences et cela fait du mal à toute la société en général».

Le meurtre d'Özgecan, 20 ans, violée, assassinée et brûlée par trois hommes, a provoqué une vague d'indignation sans précédent dans le pays, et des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans

les grandes villes de Turquie contre les violences faites aux femmes.

Samedi encore, plusieurs centaines de manifestants ont défilé à Besiktas, dans un autre quartier d'Istanbul, scandant «Dis non à la violence frappant les femmes!». Mis en cause, le gouvernement islamo-conservateur a promis de punir les auteurs des faits. Malgré ces promesses, l'opposition et les mouvements féministes reprochent au président Recep Tayyip Erdogan et aux membres de son parti, au pouvoir depuis 2002, d'entretenir les violences contre les femmes par leurs préjugés religieux.

COMMUNIQUÉS

4 - Passage en force de la loi Macron : L'avis et la vie des travailleuses du commerce foulées aux pieds ! - Femmes Égalité

Le gouvernement vient de faire appel au tristement fameux article 49/3 pour faire passer la loi Macron. Ceux qui voulaient, il y a peu, se faire passer pour les « champions » des défenseurs de la démocratie ont eu recours à la méthode la plus anti-démocratique pour s'assurer que leur loi scélérate passe ! La méthode même est un aveu : malgré toutes les grandes déclarations médiatiques, Manuel Valls et son gouvernement, à commencer par Emmanuel Macron, n'étaient pas sûrs de pouvoir faire adopter leur loi. Les premières concernées, les salariées du commerce, qui représentent la grande majorité du personnel de ce secteur, le disent avec force : elles ne veulent pas de l'extension du travail du dimanche et en soirée qui détruit leur vie et leur santé. Discussions, signatures des pétitions, manifestations... en témoignent. A chaque fois que nous sommes allées à la rencontre des salariés du commerce, elles et ils n'ont pas hésité à clamer leur opposition à la loi Macron. Les méthodes dont use le gouvernement sont inacceptables ! Faisons-le savoir massivement. Continuons notre lutte pour empêcher l'application de cette mesure dont rêve le patronat, et qui va aggraver l'exploitation de millions de travailleuses et de travailleurs. Pour notre part, nous sommes déterminées à continuer de nous battre pour nos salaires et nos conditions de travail et de vie, pour une société de progrès.

Le 17 février 2015 Le Comité National

5 - Projet de loi de santé amélioration d'accès à l'IVG - ANCIC

L'ANCIC se réjouit des propositions faites à la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée Nationale relatives à l'IVG et particulièrement de la suppression de la clause de conscience et du délai de réflexion telles que recommandées par le HCEfh.

La clause de conscience, mesure historique nécessaire lors de l'élaboration de la loi Veil en 1975, contribue à stigmatiser l'IVG en 2015 comme un acte à part disposant d'une juridiction d'exception alors que l'article R.4127-47 du code de la Santé Publique comprend une clause de conscience générale pour l'ensemble des actes médicaux que les professionnels de santé sont amenés à pratiquer.

La suppression du délai de réflexion de 7 jours entre le moment où une femme formule le souhait d'interrompre sa grossesse et la possibilité de réaliser l'IVG assouplira le parcours des femmes pour lesquelles la réflexion a démarré bien avant la rencontre avec un médecin et qui se voient opposer, en plus des délais d'attentes souvent supérieurs aux 5 jours recommandés pour un premier RV, 7 jours supplémentaires. La suppression de ce délai n'a pas vocation de précipiter la réalisation de l'acte ni d'en limiter la réflexion mais d'assouplir les conditions d'accès à l'IVG et d'adapter le temps de la réflexion aux besoins individuels de chacune. Le professionnel de santé déterminera avec la femme la date de l'IVG, elle seule saura évaluer le temps de réflexion qui lui sera nécessaire. Les structures pratiquant les IVG doivent avoir des moyens autonomes et du personnel dédié, sous la responsabilité de professionnels de santé : médecin ou tout autre professionnel encadrant motivés, formés, et ayant l'expérience de la pratique des IVG.

TEXTES

6 - Le procès du Carlton est celui de l'exploitation, pas du libertinage - Yves Charpenel

Avant même qu'il ne s'achève, et quel que soit le jugement qui en résultera, le procès du Carlton de Lille peut déjà être considéré comme exemplaire et prometteur. Il est exemplaire en ce qu'il donne enfin à voir et à entendre la réalité violente et injuste de l'exploitation sexuelle, dans notre pays, en 2015.

Parce qu'il s'agit d'un procès pénal, il se trouve que les débats sont publics et contradictoires. Comment ne pas être frappé par la divergence sidérante entre le discours lénifiant ou amnésique de ceux qui vendent, qui achètent ou qui se font offrir des prostituées, et les paroles de celles qui ont vécu la dure réalité d'une exploitation sexuelle de plus en plus difficile à nier ou à banaliser. Malgré les discours trompeurs et convenus qui auraient voulu détourner l'attention vers des considérations plus théoriques portant sur la morale et sur les mœurs d'hommes connus ou jusque-là inconnus, le véritable objet de ce procès a pu être au cœur des échanges : la lutte contre le proxénétisme, autrement dit, l'exploitation sexuelle de femmes vulnérables par des hommes dont l'argent permet d'exercer une domination sans état d'âme.

Dans ce contexte si particulier, les mots des femmes courageuses, qui sont venues dire les violences qu'elles ont subies et les humiliations qui leur ont été imposées, ont contribué à fissurer ce mur d'indifférence, de mépris ou de fantasme que notre société ne cesse d'élever quand il s'agit de prostitution. Non, ce procès n'est pas celui du libertinage, mais celui d'un phénomène criminel qui espère, en se banalisant, pouvoir continuer à s'amplifier et à augmenter les profits des exploités. Il ne s'agit pas ici de corruption morale, mais de corruption tout court, où le recours au sexe tarifé devient un investissement : après le procès de Lille, il deviendra pourtant plus difficile d'oublier que les «matériels», puisés dans des «cheptels», sont avant tout des êtres humains.

Oui, ce procès est prometteur, car il montre à toutes celles et à tous ceux qui refusent de se résigner à la marchandisation des corps, et à la fatalité d'une soumission sexuelle justifiée par une domination économique, que la parole des victimes a un sens et qu'elle peut avoir un effet.

Ce qu'elles disent à Lille, c'est ce que nous entendons, à bas bruit, dans nos associations qui s'efforcent d'aider les centaines de personnes prostituées qui appellent à l'aide. C'est ce que nous n'entendons que trop rarement dans les 400 procès identiques à celui de Lille qui se tiennent chaque année dans les palais de justice de notre pays, la médiatisation en moins, où seulement une sur cent pourra, avec le soutien d'associations de terrain, affronter ses proxénètes et faire comprendre aux juges qui est la victime et qui est le bourreau.

Au-delà de la réponse judiciaire qui sera apportée aux protagonistes du procès de Lille, son retentissement doit avoir des conséquences plus larges. Notre pays, si attaché aux droits de l'homme, a ratifié, il y a plus de cinquante ans, la convention de l'ONU qui, dès 1949, a placé la prostitution comme une violence injuste et inacceptable dans un Etat de droit. Depuis lors, il a constamment cherché à adapter sa réponse pénale aux développements du crime organisé qui «gère» la grande majorité de la prostitution en France, comme il le fait partout sur notre planète en pleine mondialisation. Après deux rapports parlementaires remarquables, celui de Danielle Bousquet et de Guy Geoffroy en 2011, et celui de Maud Olivier en 2013, la France s'est engagée dans l'examen d'une proposition de loi novatrice qui vise à aborder l'ensemble des facteurs qui favorisent l'exploitation sexuelle, de la sensibilisation de l'opinion publique à l'aide aux victimes de la traite des êtres humains en passant par la répression des trafiquants et celle des clients.

Comme un écho au procès de Lille, la reprise les 30 et 31 mars de son cheminement législatif est une bonne nouvelle pour tous ceux et celles, de tous les horizons politiques, qui ne veulent pas se laisser abuser par des clichés mais veulent affronter avec les armes de la loi, une violation majeure

des droits des plus vulnérables.

Formons le vœu que le gouvernement et le Parlement, nos juges et, plus encore, nos concitoyens entendent la voix des victimes de Lille et demain celle de toutes les personnes qui réclameront justice contre toutes les formes de trafic. Qu'ils retiennent la leçon majeure de ce procès si particulier par son retentissement, si banal par la réalité qu'il dévoile : il n'est que temps de se donner les moyens de prévenir et de combattre cette forme d'esclavage contemporain qu'est la prostitution moderne. Que les débats au tribunal de Lille dissipent les illusions d'un monde qui n'existe pas, celui d'une prostitution joyeuse où s'épanouirait celle qui est achetée, où celui qui achète mériterait la reconnaissance de celle qu'il a payée ou qu'on lui a offert, et où celui qui vend serait un commerçant comme un autre.

Yves CHARPENEL Président de la Fondation Scelles, vice-président des Equipes d'action contre le proxénétisme (EACP), association déclarée d'utilité publique

7 - Prostitution : un péril jeune ! - Fatima Benomar

Pourquoi suis-je spécifiquement engagée *en tant que jeune* pour des mesures fortes d'abolition de la prostitution ? J'ai compté au moins trois raisons qui m'y invitent.

Une génération de précarité généralisée : Ma génération est entrée dans le monde du travail à un moment où le chômage de masse et la flexibilité des contrats ont généré un état de précarité quasi généralisé. Tous mes amis du même âge, même à cinq ou dix années près, enchaînent désespérément petits boulots, CDD, intérim, emplois à temps partiel imposé, et n'espèrent même plus accéder au tant désiré CDI ou à un logement stable faute de garanties pour rassurer les bailleurs. Ces deux problématiques ont suscité la création de plusieurs collectifs de jeunes. « Génération précaire » dénonce l'exploitation des stagiaires et des jeunes travailleurs. « L'appel et la pioche » organise des pique-nique dans les magasins, pour ceux qui n'arrivent plus à remplir le frigo la dernière semaine du mois. « Jeudi noir » ouvre des squats et combat les abus des agences de logement. Moi-même, je vis dans un squat depuis plus de deux ans. Et pour allier l'utile à l'indispensable, je milite avec mes colocataires pour que le bâtiment réquisitionné se transforme en logements sociaux.

Cette situation de fragilité expose tout particulièrement les jeunes femmes à la double peine de la pauvreté, de la vulnérabilité... et des « propositions indécentes », tant la longueur des queues pour postuler à tel emploi ou à tel logement peut inspirer aux plus malveillants l'idée d'abuser de leur position de force. Une précarisation généralisée qui multiplie les portes d'entrée dans le système prostitutionnel à des jeunes femmes totalement acculées, qui *commencent* ponctuellement, « rien que pour cette fois », pour payer un loyer en retard ou rembourser une dette.

Les « propositions indécentes » sont d'ailleurs le lot de beaucoup de femmes pour être promues, cooptées ou augmentées par leurs supérieurs masculins, puisqu'on patauge globalement dans une société qui réduit les femmes à des sources potentielles de satisfaction des désirs des hommes, sans que ce désir n'ait à être réciproque. Une sorte de culture prostitutionnelle insidieuse dont le mot « pute », insulte favorite des harceleurs de rue, sonne comme un rappel ponctuel dans nos vies.

Faites ce qui vous « plaît » : L'évolution de notre société vers un modèle libéral ne se contente pas de s'attaquer au droit du travail, comme le fera très prochainement la loi Macron, mais constitue également une attaque culturelle contre l'idée même de protéger les plus faibles par la loi, sous prétexte qu'on entrave leur liberté individuelle. « Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit. » disait Lacordaire. Hélas, cette citation très juste et très claire est de moins en moins à la mode.

Le premier argument des opposants aux mesures abolitionnistes est qu'on empêche les *volontaires* de se prostituer, un argument également employé pour légitimer plusieurs formes d'exploitation, comme le travail du dimanche ou le temps partiel eux aussi très féminisés. Françoise Héritier avait réussie à démasquer cette explication malhonnête du phénomène prostitutionnel en une phrase :

« Dire que les femmes ont le droit de se vendre, c'est masquer que les hommes ont le droit de les acheter. » Dans la quasi totalité des cas, ce sont bien des hommes, maffieux ou élus (ou les deux) qui génèrent et organisent le système prostitutionnel, lui trouve des recrues majoritairement féminines et parfois masculines, pour maintenir le plus vieux privilège des hommes quels que soient leurs goûts pour l'un ou l'autre sexe. Ce privilège, c'est celui d'accéder à des corps sans avoir ni à séduire ni à convaincre la personne humaine qui s'y trouve, tout simplement par la voie marchande. Pourtant, pièce qui roule n'amasse pas mouille, mais qui s'en soucie ? À quoi bon évoluer vers un modèle égalitaire des désirs et des plaisirs, tenant compte des attentes des partenaires féminines, puisque ces dernières sont accessibles sur le marché ?

La jeunesse, première valeur ajoutée de la marchandise prostitutionnelle : Les jeunes sont spécifiquement concernées par le système prostitueur à la fois pour des raisons culturelles, l'idéologie dominante libérale qui caractérise notre génération ; pour des raisons conjoncturelles, avec la crise économique et les politiques d'austérité qui s'en sont suivies ; mais aussi statistiquement puisque l'âge moyen d'entrée dans le système prostitueur est aujourd'hui de 14 ans dans le monde.

Dans les pays réglementaristes, les clients, parfaitement légitimés par la loi dans leur statut de consommateurs banals, réclament de la chair fraîche, et les fournisseurs ne cessent d'améliorer leur rentabilité en proposant des « articles » de plus en plus juvéniles. Les maisons closes belges ou espagnoles se vantent à la fois de la jeunesse des filles prostituées, mais aussi de leur peu d'ancienneté, façon de dire qu'elles ne sont pas encore trop abimées. L'autre argument marketing est le fameux « abattage » dont on a eu un aperçu avec l'affaire du Carlton, puisque certaines boîtes ont même proposé aux clients des *Open bar à volonté* sur les filles.

Les sites pornographiques ne s'y trompent pas non plus, et ne cessent de présenter des *marchandises* de plus en plus jeunes, ou scéniquement infantilisées, avec des couettes et un comportement enfantin, en surlignant le mot « TEEN » pour appâter l'internaute.

Via les réseaux sociaux et plus globalement internet, la prostitution atteint de nouvelles proies et rode son argument de propagande, faisant croire que la transaction scellée derrière un ordinateur est le garant d'une prostitution libre et protégée, sans risques et sans violences. Pourtant, une fois l'accord fixé, que ce soit sur un trottoir ou sur un site, la personne prostituée devra tout-de-même se retrouver quelques heures plus tard seule face à cet homme qu'elle ne connaît pas, qu'elle ne désire pas, qui fermera la porte et lui imposera des pratiques sexuelles non désirées contre de l'argent.

Qu'est-ce que le procès du Carlton a changé ? : J'ai été abasourdie, mais très positivement, par la UNE de Libération du jeudi 12 février qui dénonce sans ambiguïté la violence *intrinsèque* à la marchandisation de la sexualité, si loin de celle du Parisien qui titrait, en 2010, que les français étaient majoritairement favorables à la réouverture des maisons closes. En mettant en cause des hommes puissants qui se pensaient intouchables et auraient, si on en croit les témoignages courageux de Jade ou de Mounia, profité de leurs privilèges pour dominer et maltraiter les plus vulnérables, des femmes, des jeunes, des pauvres, le procès du Carlton a dévoilé la réalité sordide du système prostitueur, même chez les prostitueurs en cols blanc. Fort bizarrement (ou pas), aucune de ces belles personnes n'aurait évoqué le *soit-disant* statut de « travailleuses du sexe » de ces femmes, dans ses échanges avec ses comparses. Pour eux tous, les femmes achetées à la nuit ou à l'heure étaient des « dossiers », du « matériel », de la « marchandise », du « cheptel ».

Il y a quelques jours, Libération dévoilait avec un vocabulaire un peu moins banalisant que d'habitude la réalité des contrats scellés entre chefs d'entreprises et clients opulents avec de la marchandise humaine, des femmes offertes en bonus pour agrémenter des accords commerciaux qui n'ont rien à voir, juste pour soigner une petite ambiance de complicité masculine. Un monde d'hommes qui arrangent leurs petites ou grosses affaires, se cooptent, se flattent, se font plaisir

en s'offrant des femmes pour bien se faire voir du type d'au-dessus.

Une question me taraude. Aujourd'hui, en France, en 2015, quel statut ont les femmes dans nos sociétés civilisées et républicaines, où l'esclavage et le patriarcat sont sensés être abolis ? Sont-elles encore des dons qu'on se refile entre tribus ? Je ne peux m'empêcher d'évoquer cette image archaïque qui vient de loin dans notre imaginaire collectif, celle du temps où les jeunes filles des sociétés primitives étaient offertes, troquées entre chefs, entre frères qui s'échangent leurs sœurs, pour des enjeux de pouvoir, de raisons politiques ou culturelles qui ne les concernent en rien, elles qui n'étaient que monnaies d'échange. Mais pourquoi chercher si loin ? C'est encore le cas dans la majeure partie de cette planète où les mariages forcés, pour arranger les familles dans les alliances qui les intéressent, sont monnaie courante.

Les préjugés et les fantasmes chancèlent enfin : Non, il n'y a pas deux prostitutions, comme on n'a cessé de nous le seriner, une liée à la traite, esclavagiste, maffieuse, violente, caca, et l'autre rebaptisée «travail du sexe» pour aseptiser le concept, en fait la réalité de la marchandisation des corps des femmes. La lumière crue que jette l'affaire du Carlton sur le système prostitueur «de luxe» dévoile des femmes tout autant humiliées, maltraitées, dominées et largement en souffrance face à la réalité des rapports sexuels imposés, dont les clients se fichent qu'ils ne sont pas désirés puisqu'ils sont, de par la compensation financière octroyée, les seuls partenaires légitimes du rapport. Le client est roi.

La réalité de la prostitution serait-elle enfin nue ? : Je dirai, pour ma part, que la prostitution de luxe est, comme toute prostitution, uniquement le luxe des clients.

8 - Femmes et foot sous loi islamiste : vrais réacs et faux réformateurs - Annie Sugier, 50/50 Magazine

La Confédération Asiatique de Football (AFC), par la voix de son secrétaire général, Dato' Alex Soosay, a déclaré que son organisation était «*heureuse*» de respecter les lois iraniennes interdisant aux femmes d'assister aux matchs de football (masculin) dans les stades. Appréciation qui s'applique tout autant aux lois d'Arabie Saoudite dont la fédération nationale est également membre de l'AFC.

L'incroyable déclaration de Dato' Alex Soosay faisait suite au message adressé par le responsable de la Fédération iranienne, Ali Akbar Mohamedzade, qui enjoignait son équipe nationale engagée dans la Coupe d'Asie 2015 de ne pas prendre «de selfies avec des supportrices iraniennes». La compétition se déroulait en Australie en janvier dernier.

«*Nous avons l'esprit très large!*» s'est exclamé le secrétaire général de l'AFC, apparemment totalement inconscient de la portée de ses propos, ajoutant à titre d'explication : «En Australie il y a une importante communauté Iranienne, et on ne peut empêcher les femmes (de la diaspora iranienne) d'entrer dans les stades, car là-bas il n'y a pas de restriction, tandis qu'en Iran il y en a». *Encore heureux !* Il faut dire que l'AFC regroupe, sous l'égide de la FIFA, les fédérations de football du continent asiatique, implantées dans des pays aux régimes aussi divers que ceux d'Australie, de Chine, de la République islamique d'Iran et d'Arabie Saoudite...

On aurait pu cependant s'attendre de la part de l'AFC à un peu plus d'esprit critique et de respect des principes éthiques du sport. «En faisant cela, l'AFC confirme que les politiques adoptées par cette organisation asiatique tout autant que par la FIFA, apportent un soutien effectif aux régimes autocratiques et anti-démocratiques, au Moyen Orient et en Afrique du Nord», commente avec fatalisme le spécialiste du football au Moyen Orient, James Dorsey, sur son blog.

Les ambiguïtés des «réformateurs» : Certain-e-s optimistes, dont nous ne sommes pas, se raccrochent à un espoir : l'action des réformateurs, avec à leur tête le prince jordanien Ali Bin Al Hussein, vice-président de la FIFA, président du Projet de Développement du Football et depuis peu, candidat à la présidence de la FIFA.

En 2013, les fédérations de football de l'Asie de l'Ouest (WAFF), implantées dans les pays asiatiques les plus conservateurs, ceux du Moyen Orient, lançaient une campagne en faveur du football féminin. L'annonce était faite en conclusion d'un séminaire de deux jours dans la capitale jordanienne auquel participaient des représentants des Nations Unies, de l'UEFA (1), de l'AFC, et des associations anglaises de Football. Le séminaire était présidé par le prince Ali Bin Al Hussein. Son argument pour contrer l'opposition des factions les plus conservatrices des sociétés du Moyen Orient était que « *le football féminin ne remet pas en cause les valeurs culturelles et traditionnelles* ».

Le prince Ali Bin Al Hussein est celui-là même qui avait convaincu en 2012 la FIFA de bafouer les principes fondamentaux de neutralité et de non-discrimination inscrits dans les règlements sportifs, en autorisant le port d'un costume «islamiquement correct» pour les footballeuses musulmanes. Histoire de ne pas contrevenir aux diktats religieux, rebaptisés «culturels» pour l'occasion. Ces compromis vident le sport de sa valeur émancipatrice et sont discriminatoires à l'égard des musulmanes. En outre, ils n'ont pas conduit les pays les plus conservateurs à assouplir leur position à l'égard du sport féminin, aucune sanction n'ayant été prise à l'encontre de ceux qui interdisent la présence des femmes dans les stades (Iran et Arabie Saoudite) et/ou de ceux qui entravent systématiquement ou même interdisent la pratique sportive féminine.

9 - Projet d'intervention pour l'abolition du trafic de maternité devant la Conférence de La Haye sur le droit international privé - CoRP

La Conférence de La Haye sur le droit international privé s'apprête à travailler sur un texte international (convention internationale ou recommandations) destiné à faciliter la reconnaissance mutuelle des filiations issues de contrats de maternité de substitution et définir les « standards minimaux » en matière de recours aux mères porteuses.

Il est urgent d'agir : les travaux de la Conférence de La Haye, organisation intergouvernementale mondiale chargée de la coopération en matière de droit privé, notamment dans les domaines de la protection de la famille et des enfants, ont une très grande portée. Cette organisation est à l'origine de nombreux traités internationaux, dont notamment la convention sur l'adoption internationale de 1993.

Le Bureau permanent de la Conférence de la Haye a produit en mars 2014 un document dans lequel il propose aux États d'élaborer une telle convention internationale sur la GPA. Courant 2015, le Conseil de l'organisation doit décider de l'éventuelle création d'un groupe de travail chargé d'examiner la faisabilité de ce texte.

Si ce projet aboutit, le texte de régulation internationale élaboré par le dit-groupe de travail, sous le couvert hypocrite de « régulation », contribuera à légitimer et favoriser la GPA, cette pratique au cœur des marchés du corps humain et fondamentalement contraire aux droits des femmes et des enfants en tant que personnes.

Les ONG luttant contre le trafic des mères doivent intervenir dans ces discussions de toute urgence et faire valoir leur position. Il est plus que temps de lancer le débat sur l'abolition universelle de la « GPA ». De même que l'esclavage a été aboli, la maternité de substitution peut être arrêtée. C'est pourquoi le Collectif pour le Respect de la Personne (CoRP) prépare une intervention écrite adressée au Bureau permanent de la Conférence de La Haye et à tous ses États membres. Il s'agit pour nous :

- de faire valoir que la GPA est radicalement contraire aux objectifs de la convention sur l'adoption internationale (éviter l'appropriation des capacités reproductrices des pauvres par les riches) et aux textes internationaux de protection des droits de l'homme et de l'enfant ;
- de proposer la rédaction au sein de l'ONU d'un texte d'abolition universelle de la GPA et de lutte contre le trafic de maternité.

Le CoRP invite toutes les associations partageant les mêmes objectifs à s'associer à cette démarche. Rejoignez-nous pour faire entendre, promouvoir et acter, avec la plus grande portée possible, l'abolition universelle de la GPA !

Contact : mjobonnet@gmail.com

10 - Concours de littérature lesbienne-féministe - Editions Autour d'Elles

Bonjour à toutes les écrivaines ! Le concours a bien commencé et nous avons reçu beaucoup de textes de formes très variées, dessins, poèmes, petites nouvelles et plus longs romans. Mais, à ce stade, nous avons une remarque à faire : Le but des « Editions autour d'Elles » est, dans ses statuts, « d'encourager la littérature lesbienne-féministe », et les textes soumis au concours doivent correspondre à la ligne éditoriale comme cela était précisé dans l'annonce du concours. Ce but, précisément explicité dans la version de base d'appel au concours n'a pas été strictement suivi la plupart du temps. Nous sommes étonnées de lire des textes parlant des lesbiennes pratiquement uniquement dans le sens sexuel du terme et le mot de féminisme n'est jamais utilisé. Non seulement ce genre de littérature n'est pas très intéressant, mais elle intéresse surtout les hommes (lecture de voyeur).

Pour nous, le sexe est un aspect particulier du lesbianisme, car lesbianisme-féministe n'a presque rien à voir avec le sexe, il signifie des femmes privilégiant les autres femmes, s'intéressant aux discriminations des femmes dans la société et au travail, au problème de garde des enfants, à l'homoparentalité, au logement, ... et aux autres discriminations liées au lesbianisme, aux moyens pour les lesbiennes de faire des enfants sans père, aux problèmes de la discrimination des parents vis-à-vis de leurs enfants lesbiennes.

Pour nous, organiser un concours de littérature des lesbiennes-féminismes, ce n'est pas du tout la description de scènes de sexe, ou de scènes du genre « je t'aime moi-non-plus », ruptures et « je tombe amoureuse ». Ces textes donnent raison aux homophobes qui disent que seul le sexe intéresse les lesbiennes.

Alors, celles qui cherchent un thème pour écrire, pensez que le lesbianisme est bien autre chose. Merci encore à toutes, en particulier à celles qui ont diffusé le message.

Claire Sagnières, pour le Comité

11 - Tampons trop taxés : quand le sexisme se cache dans les détails - Source : les Désobeissantes

En Angleterre, en Suède et au Canada, des collectifs féministes demandent la détaxation des protections hygiéniques, toujours pas considérées comme des biens de première nécessité. Qu'en est-il en France ?

L'Angleterre se déchire autour d'un tampon et d'une serviette hygiénique. Ces protections hygiéniques indispensables aux femmes sont classées dans la catégorie des "biens non-essentiels, de luxe", et à ce titre elles sont soumises à une TVA de 5%, alors qu'un steak de crocodile par exemple n'est pas taxé. Cherchez l'erreur. C'est cette réalité aberrante qui a conduit un collectif à lancer une pétition en 2014 en Angleterre pour leur détaxation. Aujourd'hui elle a obtenu plus de 160 000 signatures, et se répand encore sur les réseaux sociaux (sous le hashtag #tampontax).

Au Canada, une campagne similaire a été lancée, "No tax on tampons", tandis qu'en Suède les médias ont consacré 2014 "année des règles" tant le tabou n'est plus. La jeune vidéo blogueuse suédoise Clara Henry, très suivie, revendique même le remboursement par la sécu des serviettes et tampons, qui d'après ses calculs lui coûteront 5800 euros d'ici ses cinquante ans. Avec ce tabou, c'est une pierre de l'édifice des inégalités hommes-femmes qui tombe. Preuve en est le point de départ de la campagne britannique : "Une des raisons pour lesquelles cette pétition a été lancée, c'est qu'à l'inverse des tampons et des serviettes hygiéniques, les rasoirs pour homme sont considérés comme

des produits de première nécessité", relève Anne-Cécile Mailfert, porte-parole d'Osez le féminisme (OLF).

"De fait c'est un produit de première nécessité" : De quoi ravir les associations féministes. Mais qu'en est-il en France, où serviettes comme tampons sont taxés à 20 % de TVA, alors que les sodas - loin d'être de "première nécessité" - bénéficient du taux réduit à 5,5 % ?

Le collectif Georgette Sand s'est illustré en 2014 par une campagne menée via un tumblr sur les différences de prix entre les produits pour hommes et pour femmes. Les autorités publiques ont depuis pris en compte cette "taxe rose" : un rapport sera remis par le gouvernement au parlement au plus tard le 30 septembre sur ses conséquences. A cette occasion, le collectif avait traité à la marge du sujet des règles, déjà sous l'angle économique : "L'un des premiers posts de notre tumblr était consacré aux coupes menstruelles, se souvient Géraldine Franck, membre du collectif. On souhaitait mettre en avant le fait que c'était un produit très peu connu, donc très peu commercialisé, alors qu'il a des avantages notoires du point de vue économique - ça coûte en moyenne 20 euros et on peut la garder 10 ans -, et écologique puisqu'il n'y a plus de production de déchets".

L'idée de détaxer serviettes et tampons ? Géraldine Franck y est évidemment favorable, et va même plus loin : "Le premier pas devrait consister à baisser le taux de TVA au même niveau que les produits de première nécessité, car de fait c'en est un. Je trouve qu'il serait aussi intéressant d'avoir plus de dispositifs qui permettent aux femmes en situation précaire d'y accéder plus facilement". Le collectif Georgette Sand vient d'ailleurs de lancer une pétition destinée à être adressée à Michel Sapin demandant que la TVA sur les protections périodiques passe "à minima de 20 à 5,5 %".

Pour Géraldine Franck, qui travaille dans un centre médico-social, il est frappant de constater l'impossibilité de mettre à disposition gratuitement ces produits d'hygiène. En 2013 l'Américaine Nancy Kramer avait lancé une campagne pour la gratuité des tampons dans les toilettes publiques notamment. Elle s'interrogeait alors en ces termes : "Qui a décidé que le papier toilette était gratuit et pas les tampons ? Les serviettes en papier, le savon, les couvre-sièges sont gratuits et pas les tampons ?" Pour Anne-Cécile Mailfert, "sa réflexion est très juste : pour une femme ça peut être très compliqué d'être en rade de tampon ou serviette quand on est à l'extérieur. Les restau et autres entreprises devraient y réfléchir".

Du côté d'Osez le féminisme, on prépare une campagne sur le sujet, mais en abordant encore un autre versant du problème : les stratégies marketing déployées par les marques pour vendre ces produits. "On a du mal à dire qu'il faut baisser la taxation sur ces produits là, quand on voit que les marques contribuent à renforcer ce tabou dans notre société, et à l'auto-culpabilisation des femmes", explique la porte-parole du mouvement Anne-Cécile Mailfert. Dans son viseur, l'invention des tampons et des serviettes hygiéniques parfumés, qui suggère que les femmes devraient se sentir sales et peu désirables quand elles ont leurs règles. "Notre campagne ne visera donc pas seulement à dire qu'il faut détaxer ces produits, mais que ces parfums peuvent contenir des produits extrêmement néfastes pour le corps des femmes, ce dont on ne se préoccupe pas beaucoup pour le moment", conclut la porte-parole d'OLF.

Depuis quelques temps, on parle en tout cas plus librement des règles, qui semblaient être le tabou ultime. En 2014 pour la première fois une publicité faisait ostensiblement figurer une tâche rouge sur une serviette hygiénique, et pas un liquide bleu. Réalisme salutaire, quand certains garçons pensent jusqu'à leur adolescence que les règles des filles sont de couleur azur.

N'hésitez pas à signer et relayer cette campagne contre le taux de TVA appliqué aux protections périodiques. Des biens moins essentiels bénéficient d'une TVA à 5,5 tandis que les protections se voient imposer une TVA à 20%. Des femmes précaires optent pour des solutions de repli moins confortables, moins hygiéniques. Il est impératif que les règles, qu'aucune femme ne peut choisir

d'avoir ou pas, se voient accorder cette TVA moindre !

12 - Participez au recensement national des expertes !

80 % des experts interrogés dans les médias sont des hommes. Comme l'a souligné le CSA en septembre 2014, l'absence de femmes sur nos écrans participe à reproduire les inégalités et les stéréotypes.

Pour participer à la visibilité des femmes dans l'espace public et dans les médias, Radio France, France Télévisions et Egalis lanceront fin mars le premier « Guide des Expertes » en ligne. Après 3 éditions papier réalisées par Marie-Françoise Colombani (EpOke) et Chebeka Hachemi, le Guide des Expertes devient intégralement numérique et sera totalement gratuit. L'objectif est de recenser les expertes pouvant intervenir sur toutes les thématiques dans les médias, lors de conférences ou colloques afin que les journalistes, entreprises ou collectivités trouvent rapidement leurs contacts. Le site expertes.eu offrira un accès inédit aux médias et participera à la visibilité des femmes qui y seront recensées.

Le projet Les Expertes est soutenu par de nombreux partenaires : France Médias Monde, le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, la Conférence des Présidents d'Université, l'Agence Universitaire de la Francophonie, la Mairie de Paris, le Centre Hubertine Auclert, le CNRS, France Stratégie et la Fondation Raja.

Vous êtes experte ? Inscrivez-vous : <http://expertes.eu/>

13 - Qui sera le Macho de l'année 2014 élu par les Chiennes de garde?

Pour la septième année consécutive, les Chiennes de garde vont décerner leur prix au Macho de l'année. Le nom du lauréat sera proclamé le vendredi 6 mars 2015 à 11h, au Divan du Monde, 75 rue des Martyrs 75018 Paris, que nous remercions de nous accueillir chaque année.

Le Prix au Macho de l'année, décerné par les Chiennes de garde, est destiné à l'auteur de la remarque, déclaration ou insulte la plus sexiste, faite publiquement à une femme ou au sujet de femmes, pendant l'année 2014.

Six Machos désignés par les Chiennes de garde :

- André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris (2008) : « Le plus difficile, c'est d'avoir des femmes qui soient formées. Le tout n'est pas d'avoir une jupe, c'est d'avoir quelque chose dans la tête. » ;
- Louis Nicollin, président du club de football de Montpellier (2009) : « On peut se parler, se dire les choses. On est des hommes, pas des gonzesses. » ;
- Jean-Claude Elfassi, paparrazo (2010), « C'est des salopes qui n'ont rien d'autre à faire [...], c'est des amoureuses éconduites. » ;
- Maxime Vallette, créateur de sites Internet (2011) « La seule façon pour qu'elle la ferme, c'est la violer. » ;
- Pierre Blazy, avocat bordelais (2012) «... Et surtout au pénal, il faut avoir les épaules très larges... est-ce qu'une femme a les capacités pour supporter le poids de toutes ces affaires?» ;
- Bernard Ronsin, conseiller général de l'Aisne (2013) « La parité, c'est une connerie. On va forcer les femmes à faire de la politique alors qu'elles n'en ont pas forcément envie. Dans ma profession, j'ai affaire à de plus en plus de femmes. Il y en a de très compétentes, mais elles nous pourrissent la vie. Elles seraient mieux avec des casseroles à faire de la confiture »

Qui sera le prochain ? Pendant toute l'année, les Chiennes de garde exercent leur vigilance et répertorient des déclarations publiques machistes; les plus caractéristiques sont sélectionnées et présentées aux membres de l'association qui votent à l'aveugle, c'est-à-dire sans connaître le nom de leurs auteurs.

Les Chiennes de garde ont eu une année riche en actions, contre les publicités sexistes de Cuir Center, Bouscaren, Numéricable, Conseil Général de la Moselle, Eden Park, Ouicar, Casual Dating, club Moving, SNCF, à travers des plaintes déposées au Jury de Déontologie Publicitaire et ont soutenu Najat Vallaud Belkacem et Sandrine Mazetier contre les propos sexistes tenus à leur endroit, dans la presse et à l'Assemblée Nationale.

Site : <http://www.chiennesdegarde.com>

<https://www.facebook.com/pages/Les-Chiennes-de-garde/157507487643964?ref=ts&fref=ts>

Twitter : <https://twitter.com/ChiennesdeGarde>

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

14 - Rencontre à la bibliothèque Marguerite Durand - Paris - 3 mars 2015

La bibliothèque Marguerite Durand serait heureuse de vous accueillir le 3 mars à 18h30 à la rencontre qu'elle organise autour du livre de Xavière Gauthier, « Avortées clandestines » - Editions du Mauconduit.

A cette occasion, la bibliothèque présentera une petite exposition de documents relatifs au droit à la contraception et à l'avortement, extraits de ses collections.

L'entrée est libre, sous réserve des places disponibles.

15 - Un nouveau numéro d'appel : Écoute Violences Femmes Handicapées Soirée de lancement - Paris - 6 mars 2015

4 femmes handicapées sur 5 subissent des violences ! Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir - FDFA a le plaisir de vous convier à sa soirée de lancement du premier numéro d'appel en France dédié à l'écoute des femmes en situation de handicap victimes de violences et de maltraitances.

Lieu : Salle Victor Hugo, Palais Bourbon, 126, rue de l'Université, 75007 Paris,

M° Assemblée Nationale (ligne 12) ou Invalides (lignes 8 et 13), Bus : 63 - 73 - 83 - 84 - 94 - arrêt Assemblée Nationale, 93 - arrêt Invalides

Horaires : De 17 h à 20 h

Accessibilité : Traduction en LSF, vélotypie, boucle magnétique, programmes en braille ou en caractères agrandis (sur demande lors de l'inscription)

16 - "L'égalité femmes-hommes : une solution pour dépasser les crises" - 5 mars - Paris - Centre Hubertine Auclerc - Région Ile de France

Les débats actuels sur le rôle de l'école, sur les politiques de lutttes contre les inégalités, sur la réaffirmation de la laïcité, sur les moyens de renforcement du lien social sur la construction de l'identité ne devraient pas faire l'économie d'une réflexion au prisme de l'égalité entre les femmes et les hommes. Car Inscrire l'égalité femmes-hommes au cœur de la société et de l'action publique contribue à la réduction des inégalités et des discriminations, au renforcement du lien social, à l'émancipation des individus et une réaffirmation de leur rôle de citoyenne et de citoyen, au développement de l'esprit critique.

3 tables-rondes :

- « Eduquer à l'égalité filles-garçons, pour un apprentissage de la citoyenneté, de la laïcité et de l'esprit critique » ;

- « L'autonomie économique des femmes, un facteur de développement et de cohésion sociale » ;

- « La participation des femmes à la construction de la politique de la ville ».

L'évènement sera suivi d'un cocktail.

Inscription impérative : www.hubertine.fr/5mars2015

Lieu : Hémicycle du Conseil Régional d'Ile-de-France - 57 rue Babylone, 75007

17 - Paris s'engage pour l'égalité femmes/hommes ! - Samedi 7 mars 2015

9h30 - 13h : Le sexe de la ville - Table-ronde : Le palmarès des villes de France engagées pour l'égalité - Organisée par *Les Nouvelles NEWS* (site d'information), avec Yves Raibaud chercheur au CNRS, spécialiste de la géographie du genre, Université de Bordeaux et Isabelle Germain, fondatrice du site Les Nouvelles News.

Table-ronde : *Égalité en villes : états des lieux* - avec Romain Sabatier : Secrétaire Général du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Shiappa : Adjointe au Maire du Mans, Chris Blache : association Genre et Villes, Hélène Heurtel, Statisticienne, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France

Table-ronde : *Les bonnes pratiques* - avec Edith Maruejols : géographe, Nicole Abar : projet « passe la balle », Ursula Bauer : cheffe de projet gender mainstraining ville de Vienne et Jean Yves Bouin : bureau des temps CNRS

Ø 14h30 - 16h : *Agir pour l'égalité professionnelle* animée par le Centre Hubertine Auclert

Les Parisiennes et l'emploi : Présentation cartographiée de la situation des Parisiennes par Audry ; Jean Marie urbaniste à l'APUR (Atelier Parisien d'Urbanisme)

Dans l'emploi, les inégalités font de la résistance avec Jacqueline Laufer sociologue, professeur émérite à HEC-Paris, directrice adjointe du réseau MAGE (Marché du travail et genre)

L'égalité en Marche : échanges de bonnes pratiques avec des témoignages de femmes, d'associations et d'entreprises qui s'engagent: Paris Pionnière - Eau de Paris

Lecture sur l'admission des femmes au Droit de Cité de Nicolas de Condorcet par Véronique Ataly comédienne et intermède chanté : Et Audi ex prefato... de Hildegarde de Bingen (1098) par les Djazzelles : Clarisse Catarino - Eva Slongo et Véronique Ataly, comédiennes.

16h30 - 18h : L'égalité, un chemin de lutte organisée par *'Egalité c'est pas sorcier* ; Histoire du vote des femmes à la parité par Xavière Gauthier : Historienne ; Pour que le masculin ne l'emporte plus sur le féminin, même en grammaire

Des artistes engagées pour l'égalité avec Henriette Zoughebi : Présidente de *'Egalité c'est pas sorcier* - Vidéo de Marie Desplechin écrivaine, Frédérica Matta : artiste plasticienne et Zahia Ziouani : cheffe d'orchestre

Lectures de Sophie de la Rochefoucault et Vivianne Théophilides, comédiennes - Concert de l'orchestre symphonique Divertimento dirigée par Zahia Ziouani - Un cocktail amical clôturera la journée

Hôtel de Ville - Hôtel de Ville - Salon des Arcades - 3 rue de Lobau - Paris 4^{ème}, Présentation de cette invitation à l'entrée

Inscription obligatoire auprès de la mission égalité femmes/hommes: 8mars.sg@paris.fr

18 - Femmes libres en chansons - 9 mars - Paris

Concert et émission de radio (Radio libertaire 89.4 FM), cette soirée, par la voix de plusieurs artistes, nous parle des amours, des violences subies et aussi des luttes des femmes. Amours joyeuses ou douloureuses, viol, prostitution, avortement, domination et, bien sûr, combats féministes se déclineront en musique. Avec : Les Chanteurs livreurs, Claire de lune, Francesca Solleville, Mamia Cherif, Nelly Pouget, Véronique Pestel, Les Voix rebelles ... et autres surprises.

Lundi 9 mars, 20h, le Vingtième théâtre, 7 rue des Plâtrières, 75020 Paris - Métro Ménilmontant, Gambetta. Tarif : 20 euros ; 16 euros chômeur-ses.

Réservation : 01 48 65 97 90

19 - « Les journées des femmes » - MJC Les Hauts de Belleville - du 2 au 13 mars

La MJC Les Hauts de Belleville organise "les journées des femmes" sur le thème "Histoire des femmes et art" avec l'association Femmes du monde, la Bellefleur, le théâtre à sonnette et les

Talentueuses. Au programme : exposition, installation artistique, fresque, ateliers découvertes, portraits de femmes, conférence sur la visibilité des femmes dans les métiers d'art, sous forme de "manifeste-action"

Du 2 au 13 mars de 17h à 19h30 et toute la journée le 14 mars ; Lieu : MJC Les Hauts de Belleville, 43 rue Borrégo, 75020

19bis - Formation intersyndicale Femmes - 19 - 20 mars 2015

Les thèmes de cette année aborderont : Femmes et syndicalisme en Europe, Femmes et création artistique, domesticité, classifications professionnelles.

Les 19 et 20 mars, Bourse du travail de St Denis, 9-11 rue Genin - Métro Porte de Paris Ligne 13.

20 - 37^{ème} Festival International de Films de Femmes de Créteil du 13 au 22 mars 2015

Force 37 ! Ça fait une sacrée différence. Certaines initiatives ont repris notre combat et à nos côtés, répercutent notre cri d'alerte et de solidarité : soutenons la longue marche des femmes contre leur condition. Soutenons le cinéma des femmes.

Réunir 10 jours tous les ans les plus talentueuses et surprenantes réalisatrices de la planète, sans discrimination de culture, d'âge ou de style est devenu avec le temps une manière de recenser les images qui font bouger l'état du monde, des stéréotypes et de l'esclavage. Cette fois le programme annonce des Turbulences qui risquent de provoquer dans les démarches artistiques, sociologiques et féministes de légers dérangements dans les genres cinématographiques et leurs personnages.

Bousculer les statistiques discriminantes, nourrir une révolte existentielle, tel est bien l'enjeu de cette 37^{ème} édition avec : trois rencontres sur Femmes / Genre / Cinéma, deux tables rondes Turbulences, sur le tandem surprenant Femmes / Environnement, un colloque sur Les Écritures conviant scénaristes, réalisatrices et écrivaines, une rencontre professionnelle avec Les Réalisatrices Équitables, un atelier Drag King ouvert au public, des rencontres de jeunes professionnelles, des hommages... une joie infinie à retrouver une pionnière oubliée, Jacqueline Audry. Beau temps avec agitation ! Une météo force 37 ! Comme nous l'aimons. *Jackie BUET*

Programme complet : <http://www.filmsdefemmes.com/sites/default/files/programme202015-small.compressed.pdf>

21 - Rencontre avec Marceline Loridan-Ivens pour son ouvrage « Et tu n'es pas revenu » - Paris - 6 mars - Violette and CO

La cinéaste, déportée alors qu'elle était adolescente, écrit une lettre à son père disparu à Auschwitz. Une vie plus tard, en souvenir d'un message qu'il lui a transmis avant de disparaître, elle se remémore la haine des nazis, l'amour de ce père idéaliste et la recherche de la paix. Marceline Loridan-Ivens est née en 1928. Au début de la Seconde Guerre mondiale, Marceline Rosenberg entre dans la Résistance et est capturée par la Gestapo avec son père, Szlama Rosenberg. Elle est envoyée à Auschwitz-Birkenau par le convoi 71 du 13 avril 1944, le même que Simone Veil, puis à Bergen-Belsen et enfin au camp de concentration de Theresienstadt. Après la guerre, elle est actrice, scénariste, réalisatrice. On lui doit notamment le long métrage « La petite prairie aux bouleaux », avec Anouk Aimée (2003), de nombreux documentaires avec Joris Ivens, et un récit « Ma vie balagan » (Robert Laffont, 2008).

19h, Librairie Violette and Co, 102 rue de Charonne, 75011 Paris, M° Charonne ou Faidherbe-Chaligny

22 - Rencontre autour du livre « Mon corps a-t-il un sexe » avec Evelyne Peyre, Joelle Wiels, Mireille Ruppli - Paris - 11 mars - Violette and Co

L'ambition de ce volume, sous-titré *Sur le genre, dialogues entre biologies et sciences sociales* et qui rassemble les contributions de vingt chercheurs et chercheuses en sciences de la vie et en

sciences humaines et sociales, est de faire le point sur les connaissances concernant le sexe biologique et ses variations, dont on sait désormais qu'il ne permet pas de séparer les individus en deux catégories bien distinctes. Ce livre veut aussi évaluer l'impact du genre sur le développement du corps des êtres sexués et sur la construction de leur identité. Enfin, il cherche à apprécier dans quelle mesure les croyances liées au genre (bicatégorisation mâle-femelle stricte, supériorité masculine) ont pu influencer les recherches menées sur le sexe biologique. Et les témoignages de personnes intersexes et transgenres apportent sur la question de l'identité sexuée un éclairage complémentaire qui bouscule les « réponses » que donnent le plus souvent la médecine et le droit.
19h, Librairie Violette and Co, 102 rue de Charonne, 75011 Paris, M° Charonne ou Faidherbe-Chaligny

LIVRES, CINÉMA, THÉÂTRE, TÉLÉVISION...

23 - Cinéma : Hommage à Helma Sanders Brahm - Équipe Festival Femmes Créteil - 15 Mars
« Laputa » de Helma Sanders-Brahms, En présence de Anne Sanders et de ses invités
Maison des Arts de Créteil, Petite Salle - Navette retour gratuite le soir pour Paris.

24 - Livre : Féminisme : la révolution inachevée ! - Fatima-Ezzahra Benomar

Le féminisme sonne souvent comme un gros mot, un mot qui attire à celle ou celui qui le prononce autant de sobriquets que de franche critique. La rengaine de nos opposants ne cesse de revoir notre combat, nos analyses ou nos revendications à la baisse.

À l'approche du 8 mars, Journée Internationale pour les droits des femmes, l'effFRONTée Fatima-Ezzahra Benomar vous présente un livre de saison, que vous pouvez retrouver et acheter [ICI](#).

Préfacé par Marie-George Buffet